



Je commencerai par les mots du Message de Patricia Mirralles, Ministre déléguée auprès du ministre des armées, chargée de la Mémoire et des anciens combattants.

Le 19 mars 1962, à midi, les armes se sont tues. Une voix nouvelle s'élevait, celle d'un cessez-le-feu scellé par les accords d'Évian, mettant un terme à huit longues années d'un conflit qui n'avait pas encore dit son vrai nom.

Ce cessez-le-feu appelait un avenir, qui se dégageait doucement, non sans douleurs, non sans craintes, mais un avenir qui pouvait être à nouveau imaginé, peut-être même désiré.

Pour beaucoup, le 19 mars fut pourtant le début d'un autre exil, d'une autre souffrance, de nouveaux drames. Car si le temps de la guerre prenait fin officiellement, celui de la violence et des blessures continuait à bas bruit, dans un silence qui en redoublait la douleur.

Pour les combattants du contingent, jeunes hommes envoyés se battre dans une guerre dont la nature et le sens divisaient douloureusement la métropole, ce fut pour certains, pas tous, l'heure du retour. Le retour dans leurs familles, qu'ils leur tardaient de revoir. L'espérance de reprendre leur vie là où ils l'avaient laissée, même si rien ne serait plus comme avant.

Mais ce fut aussi le début d'un combat silencieux : celui de la reconnaissance de ce qu'ils avaient enduré. Eux qui n'avaient pas tous

choisi cette guerre mais qui en avaient connu l'âpreté dans les djebels, dans la chaleur ou le froid, eux qui portèrent longtemps le poids du non-dit.

Plus tard, ils durent lutter, (vous avez dû lutter) pour que leurs droits soient reconnus, pour que leur expérience soit comprise, pour que leur engagement ne soit pas relégué aux marges de l'histoire.

Cette journée d'hommage, ils ont dû la demander, la revendiquer, la conquérir. Pour que dans une date s'incarne enfin le juste hommage de la Nation à cette génération qui a laissé une partie de sa jeunesse dans la poussière du sol algérien.

Mais le 19 mars fut aussi, pour d'autres, un jour d'abandon. Aux Harkis, soldats fidèles à la France, il n'offrit ni paix ni consolation. Nombre d'entre eux, livrés à leur sort, périrent dans l'indifférence d'un monde qui détournait le regard. Ceux qui purent fuir, trouvèrent refuge sur une terre qu'ils avaient servie, mais qui, trop longtemps, les relégua à la lisière de la société, dans une indifférence plus douloureuse que les barbelés des camps qu'ils ont connus.

Pour les pieds noirs, ce jour précipita l'arrachement. L'exode devint le dernier chapitre d'une histoire commencée en France et poursuivie sur l'autre rive de la Méditerranée. Ils se préparèrent à quitter ces paysages aimés, à laisser derrière eux l'Algérie, ce pays qui avait été le leur, et ne serait plus jamais leur foyer.

Et puis, il y a les autres, les innombrables autres. Les anonymes pris dans la tourmente, les civils fauchés par la violence, les familles déchirées par les engagements contraires, les silences lancinants de

tous les disparus. À tous ceux-là, à toutes ces vies brisées, à toutes ces existences amputées, nous devons mémoire.

Se souvenir, ce n'est pas seulement commémorer. C'est reconnaître toutes les douleurs, mais aussi toutes les grandeurs, sans en taire aucune. C'est faire justice à ceux qui ont été oubliés. C'est honorer les sacrifices consentis. C'est porter un regard lucide sur le passé pour en tirer des leçons utiles à notre temps et nous faire grandir dans le courage de la vérité.

Ces mots de la Ministre déléguée, Patricia Miralles(chargée de la mémoire et des anciens combattants,) **que je viens de vous lire** résonnent profondément en chacun de nous, dans un contexte anxiogène au niveau international et européen, et dans le moment de tension que nous vivons qui imprègne depuis plusieurs semaines les relations entre Paris et Alger, sur fond de contentieux sur le Sahara occidental et suite à l'affaire Boualem Sansal.

Ces tensions sont accrues,

- Par l'action délétère d'influenceurs algériens
- Par L'annonce de la déprogrammation sur nos antennes d'un documentaire sur la guerre d'Algérie
- Par La menace de révision des différents accords migratoires entre la France et l'Algérie, ou encore
- Par le rappel de l'ambassadeur algérien à Paris.

Du coup, les échanges qu'avaient initiés l'historien Benjamin Stora autour de la réconciliation mémorielle (une démarche évoquée ici même) sont suspendus. Pour autant, comme l'écrit la journaliste Mélanie

Materese dans Le Monde : La clé, est de prendre son parti du « bégaïement des crises et des réconciliations » et d'adopter « une attitude résiliente » pour « miser sur le temps long ».

Filant la métaphore climatique, elle dit « Le glacier commun sur lequel sont assis Alger et Paris est impossible à briser mais il continuera à fondre, avec de temps en temps, de gros morceaux de glace qui s'en détacheront ».

Conscients de ces enjeux qui nous traversent, nous sommes réunis pour témoigner que la mémoire n'est pas un fardeau mais une lumière qui éclaire les générations présentes et à venir, pour que l'histoire ne se répète pas, pour que les souffrance d'hier ne nourrissent plus les fractures d'aujourd'hui.

Ce devoir de mémoire de notre Histoire contribue à nous ouvrir des pistes de rémission et nous aide à construire, toujours et encore, **plus** de démocratie, **plus** de Paix, **plus** d'amitié entre les peuples de la terre !

Vive la France ! Vive la République ! Vive la Paix !